

Comment des expressions issues de l'extrême droite comme « grand remplacement » ou « Français de papier » se sont glissées dans le débat public

Des formulations, échappées des sphères identitaires où elles sont nées, prospèrent dans les médias ou sur les réseaux sociaux et sont parfois reprises par des personnalités politiques.

Par [Adel Miliani](#) et [William Audureau](#)

Le Monde du 15 janvier 2024



La présidente du groupe Rassemblement national, Marine Le Pen, suivie du secrétaire général du groupe, Renaud Labaye, et du député RN Bruno Bilde, à l'Assemblée nationale, le 19 décembre 2023. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

Ce sont des expressions qui déshumanisent, suscitent la peur ou abaissent au rang de citoyen de seconde zone : « grand remplacement », « Français de papier », « ensauvagement »... Marginales il y a quelques années, elles se sont progressivement propagées dans le débat public, jusqu'à se retrouver dans la bouche de personnalités politiques de la droite dite républicaine, voire de gauche.

Les théories qui les sous-tendent, marquées idéologiquement à l'extrême droite, se diffusent et ouvrent un peu plus chaque jour [la fenêtre d'Overton](#), un concept définissant le périmètre de ce qui peut être dit au sein d'une société.

Pour la sémiologue Mariette Darrigrand, cofondatrice de l'Observatoire des mots, il incombe aux responsables politiques de droite comme de gauche de se demander « *qui a dit ça en premier* ».

« Grand remplacement »

Le concept d'extrême droite. L'idée d'un péril existentiel pour la population blanche et chrétienne existe de longue date, depuis les croisades jusqu'à la révolution haïtienne. A la fin du XIX^e siècle, les milieux ultranationalistes [parlent déjà d'« évictionnisme »](#), théorie selon laquelle les Noirs des colonies françaises et leurs descendants chercheraient à évincer les blancs de leurs postes à privilège (propriété terrienne, charge électorale, etc.).

En 2010, l'essayiste d'extrême droite Renaud Camus reprend cette idée, sous un prisme démographique. Il forge l'expression « grand remplacement », qu'il décrit dans son livre du même nom, en 2011, comme « *le remplacement d'un peuple, le peuple français indigène, par un ou plusieurs autres ; celui de sa culture par la déculturation multiculturaliste ; celui de sa civilisation si brillante et admirée par la décivilisation pluriethnique (le village global)* ». Cette thèse raciste se double de relents complotistes : ce remplacement serait orchestré par des élites mondialistes pour affaiblir la France.

Lire notre enquête (2022) : [Le « grand remplacement », généalogie d'un complotisme caméléon](#)

Cette élucubration essentialiste et paranoïaque a inspiré les auteurs des [tueries suprémacistes de Christchurch](#) (Nouvelle-Zélande, 2019) et [de Buffalo](#) (Etats-Unis, 2022). Tous deux ont [justifié leur geste](#) en se référant à la théorie du « grand remplacement ». Renaud Camus a [publiquement condamné](#) l'attentat de Christchurch.

Sur la scène politique française, le concept a été repris par Robert Ménard en 2016. Le maire de Béziers, proche du Rassemblement national (RN), [a invité](#) à analyser des photos de classe des écoles pour visualiser « *l'invasion migratoire* ». Eric Zemmour a aussi repris l'idée lors de la campagne présidentielle de 2022, [dénonçant](#) « *un peuple qui remplace un autre dans d'innombrables endroits, qui tiers-mondise le pays* », [tout en agitant des chiffres erronés](#).

De nombreux experts ont insisté sur le caractère fantasmatique de ce slogan. D'une part, la thèse du « grand remplacement » ne correspond pas à la réalité : la France [comptait 6,8 millions d'immigrés](#) en 2021, soit 10,2 % de la population (un peu plus de 11 % en intégrant les immigrés clandestins, dont le nombre est estimé entre 600 000 et 900 000 par le gouvernement) – un chiffre inférieur aux autres pays de l'OCDE. D'autre part, ce concept envisage les immigrés comme un bloc monolithique et dangereux, sans considération pour la réalité des profils et des trajectoires des personnes.

Lire notre décryptage (2019) : [La théorie du « grand remplacement », de l'écrivain Renaud Camus aux attentats en Nouvelle-Zélande](#)

La contamination du débat public. Depuis le début des années 2020, cette théorie a été récupérée par plusieurs figures les plus radicales de la droite républicaine. Laurent Wauquiez a [suscité la polémique en 2017](#) en assurant que la théorie du « grand remplacement » était « *une réalité* » ; Eric Ciotti [a estimé en 2021](#) que ce qu'elle décrivait était « *une évidence* ». Mais elle a aussi été reprise par la plus modérée Valérie Pécresse, qui, lors d'un meeting en

février 2022, [a clamé](#) qu'il n'y avait de fatalité « *ni au grand remplacement ni au grand déclassement* ». A la suite de la polémique déclenchée [jusque dans son propre camp](#) par la reprise de cette notion d'extrême droite, la candidate des Républicains (LR) à la présidentielle avait fait marche arrière : « *Je la déteste, je la combats, cette théorie est une théorie de la haine et de la peur* », [s'était-elle défendue](#) deux jours plus tard.

« Français de souche »

Le concept d'extrême droite. La première association des termes « Français » et « souche » remonte au milieu du XIX^e siècle, quand l'écrivain Charles-Augustin Sainte-Beuve faisait l'éloge de l'auteur suisse Rodolphe Töpffer : « *Il est de Genève, mais il écrit en français, en français de bonne souche et de très légitime lignée.* » En 1892, cette expression est théorisée par l'écrivain Edouard Marchand dans le livre antisémite *La France aux Français !* (1892), qui distingue les « *Français de souche* » et les « *Français de papier* ». L'auteur nationaliste Maurice Barrès affine le concept en 1899 : « *Pour qu'un Français soit français, il faut qu'il soit issu d'un Français et d'une Française, et de siècle en siècle.* »

Cette distinction, théorique, a trouvé une application pratique lors de l'époque coloniale française. Jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie, en 1962, il existait deux statuts administratifs différents pour les personnes résidant sur le territoire français : les « *Français de souche nord-africaine* » et les « *Français de souche européenne* ».

Plus tard, l'expression est popularisée par le Front national (FN) de Jean-Marie Le Pen dans le journal *Le National*. Le numéro deux de ce parti, Bruno Mégret, [déploie en 1998](#) que « *les Français de souche ne so[ie]nt pas les seuls à avoir la carte d'identité française* ». En 2015, la députée Marion Maréchal, alors au Front national, se revendique comme « *une Française de souche* » en raison de son absence « *d'origine immigrée* ». Pour la sémiologue Mariette Darrigrand, la terminologie « *Français de souche* » renvoie à une « *métaphore très parlante : la souche, c'est ancré dans une terre* ».

Contamination du débat public. L'usage de cette expression a dépassé les sphères de l'extrême droite depuis quelques années. De la gauche sociale-démocrate à la droite républicaine, ils ont été plusieurs à l'utiliser en occultant ses origines réactionnaires. En 2015, après la profanation d'un cimetière à Sarre-Union (Bas-Rhin), le chef de l'Etat, François Hollande, avait ainsi accusé dans un discours de « *jeunes lycéens, Français de souche, comme on dit* », d'être les auteurs de ces dégradations.

Lire aussi | [« Français de souche » : polémique autour d'un mot utilisé par Hollande](#)

Lors des élections législatives de 2022, Pascal Riffart, candidat Renaissance dans la Somme, s'était décrit comme « *Français de souche* » dans son tract électoral. Il s'était défendu de reprendre la rhétorique de l'extrême droite en expliquant à [France Inter](#) qu'il avait « *autre chose à faire que de la sémantique* ».

« Français de papier »

Le concept d'extrême droite. « *Il y a les Français de race et il y a les autres, les Français sur papier timbré.* » Cette formule, datée du 6 mars 1915 et vise un soldat d'origine allemande naturalisé français, et émane de *La Libre Parole*, le quotidien ultranationaliste fondé par Edouard Drumont. L'expression « *Français de papier* » suppose l'existence de citoyens

agissant secrètement contre les intérêts de la France, des traîtres, des espions. Lorsque l'expression apparaît au début du XX^e siècle, elle cible tout particulièrement les juifs.

Plusieurs décennies plus tard, le champ de l'expression s'élargit mais la terminologie xénophobe demeure. En 1995, Jean-Marie Le Pen s'interroge lors d'un meeting à Carpentras : « *Parviendrons-nous à faire des électeurs plus vite que l'immigration ou que les naturalisations ne parviennent à faire des Français de papier ?* » Il ne vise plus spécifiquement les juifs, mais l'ensemble des immigrés et de leurs descendants.

Lire aussi : [« Français de papier », une formule xénophobe au service de la division de la nation](#)

Depuis les années 2010, la locution « Français de papier » est principalement orientée vers les Français issus de l'immigration et de confession musulmane, accusés au mieux de ne pas être attachés aux valeurs de la nation, au pire de vouloir prendre les armes contre elle. En 2016, après l'attentat de Nice, Marion Maréchal dénonce ainsi des terroristes « *étrangers comme à Nice, le plus souvent "Français de papier", enfants du laxisme pénal, enfants du regroupement familial et du droit du sol, enfants de la haine de soi que les élites ont distillé depuis des décennies dans nos esprits* ». En 2023, la désormais vice-présidente exécutive de Reconquête [estime que le footballeur Karim Benzema](#) « *est la démonstration absolue du Français de papier* ».

L'idée prend plusieurs formes. Après les émeutes de juin 2023, [le député RN Jean-Philippe Tanguy développe le concept connexe](#) de « *nationalité faciale* », c'est-à-dire de nationalité des documents. Dans l'Hémicycle, le 20 juillet, [la députée de l'Hérault Emmanuelle Ménard, proche du RN, dénonce des casseurs](#) qui « *sont français, mais seulement de papier* ». La métaphore est parlante, explique Mariette Darrigrand : « *Le papier, ça s'envole, c'est artificiel. Ce sont des Français récents, des Français de mariage blanc : il y a toute cette imagerie derrière.* »

Contamination du débat public. Lors de son meeting au Zénith de Paris, en 2022, Valérie Pécresse ne s'était pas cantonnée à parler de « *grand remplacement* », elle a aussi souhaité faire « *des Français de cœur, et pas seulement des Français de papier* ». En réaction à la polémique suscitée par ce discours, le patron des sénateurs LR, Bruno Retailleau, avait défendu l'usage de cette expression, en réclamant un « *stop au déni et à l'hypocrisie* ».

« Ensauvagement », « sauvage », « sauvageons »

Le concept d'extrême droite. Souvent accélérateur de la diffusion d'expressions forgées par les identitaires, Jean-Marie Le Pen en est cette fois l'auteur. En 1973, un an après avoir créé le Front national, il organise un meeting intitulé « Halte à l'immigration sauvage ». Ce lexique, profondément déshumanisant à l'égard des personnes immigrées, a été largement utilisé par les têtes pensantes du parti. En 2013, après lui avoir succédé à la tête du FN, sa fille Marine Le Pen évoque un « *ensauvagement de la nation* » lors d'une conférence sur le thème de l'insécurité à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Son concurrent actuel à l'extrême droite de l'échiquier politique, Eric Zemmour, évoquait en 2010 « *un ensauvagement de nos villes, de nos cités, de nos banlieues* », dans une chronique sur RTL, quelques jours après la mort d'un lycéen poignardé.

Lire aussi : [L'« ensauvagement », un mot à l'histoire sinieuse, surtout utilisé par l'extrême droite](#)

Le terme « sauvage », qui vient du latin *silva* (« la forêt »), se traduit par ce « *qui s'oppose au monde de la ville, de la cité* » et par « *des pratiques de type animales ou naturelles, autrement dit des forces non maîtrisables par l'humain* », rappelle la sémiologue Mariette Darrigrand. Jean-Yves Camus, politologue spécialiste de l'extrême droite, reste plus prudent sur la connotation de ce mot qui peut « *aussi bien concerner des personnes d'origines étrangères et des personnes qui ne le sont pas, à l'occasion de tel ou tel fait divers* ». Mais il rappelle que « *dès le XVII^e siècle, les sauvages étaient vus comme non humains* ».

Contamination du débat public. L'usage de ce lexique déshumanisant s'est rapidement banalisé en politique, au-delà de l'extrême droite. Un tournant s'opère dès 1999 quand Jean-Pierre Chevènement, le ministre de l'intérieur de la gauche plurielle, qualifie les mineurs délinquants des quartiers populaires de « *sauvageons* ». En 2016, il est imité par un autre ministre de l'intérieur, le socialiste Bernard Cazeneuve, qui pointe la responsabilité d'une « *bande de sauvageons* » après une attaque aux cocktails molotov contre des policiers à Viry-Châtillon (Essonne).

Désormais, c'est plutôt le terme d'« ensauvagement », initié par Eric Zemmour en 2010, qui est répété par de nombreux responsables politiques de la majorité présidentielle, comme Gérard Darmanin ou [Marlène Schiappa](#) lorsque des faits divers se produisent en France.

[Adel Miliani](#) et [William Audureau](#)